

PRÉFET DE L'YONNE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

SERVICE FORÊT, RISQUES,
EAU ET NATURE

Unité Forêts, Chasse et Paysage

Auxerre, le 30 août 2022

AFFAIRE SUIVIE PAR :
Bruno GODBILLON
TEL : 03 86 48 41 68
ddt-sefren-fcp@yonne.gouv.fr

Madame la présidente,

La Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais a arrêté, par délibération du 24 mars 2022, le projet d'élaboration de son règlement local de publicité intercommunal (RLPi).

Vous trouverez en pièce jointe, en qualité de Personne Publique Associée, l'avis de la Direction Départementale des Territoires de l'Yonne concernant le projet arrêté de votre RLPi.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de ma considération distinguée.

La Cheffe du Service Forêt Risques, Eau et Nature par intérim



Chantal CHARONNAT

Destinataire :

*Madame Marie-Louise Fort
Présidente de la Communauté d'Agglomération
du Grand Sénonais
21, boulevard du 14 juillet
89 100 SENS*

Auxerre, le 24 août 2022

**Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi)
de la Communauté d'Agglomération du Grand Sénonais (CAGS)
Consultation au titre des Personnes Publiques Associées (PPA)**

Avis de la DDT89

Le projet de RLPi présenté par la CAGS respecte les modalités du décret du 30 janvier 2021 qui énonce que les RLP (I) de deuxième génération soient au minimum composés d'un rapport de présentation, d'un règlement et d'annexes.

- Le rapport de présentation de la CAGS s'appuie sur un diagnostic, définit les orientations, explique les choix et les règles retenus ainsi que les motifs de la délimitation du zonage choisi par la communauté comme l'impose l'article R581-73 du Code de l'Environnement,
- Le règlement adapte le règlement national de publicité aux spécificités du territoire et définit les règles applicables à chacune des cinq zones définies dans le rapport de présentation,
- Les annexes sont constituées d'arrêtés de limites des agglomérations des communes de la CAGS et de documents graphiques (plan intercommunal des limites d'agglomération et plans communaux des limites d'agglomération).

REMARQUES SUR LE RAPPORT DE PRÉSENTATION :

1/ réglementation nationale et locale

Page n°11 : interdictions absolues

on lit : « *publicité interdite hors agglomération (extérieur des panneaux d'entrées et de sorties des agglomérations)* »

Le Conseil d'État fait prévaloir la réalité physique du bâti de l'agglomération peu importe la présence des panneaux EB10 d'entrée (ou de sortie) et leur positionnement par rapport au continuum bâti.

Ce paragraphe doit être rectifié.

Page n°11 : interdictions dérogeables

On lit : « *dans les zones délimitées autour des sites classés* »

Cette phrase ne fait référence à aucun article du CE et doit donc être retirée ou précisée.

On lit : « *dans les Zones de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain... (ZPPAUP)* »

Depuis la loi LCAP du 7 juillet 2016 les ZPPAUP sont devenues des Sites Patrimoniaux Remarquables

Ce paragraphe doit être rectifié.

Page n°58 explications des choix (interdiction de la publicité numérique sur l'ensemble des zones couvrant son territoire) :

A la lecture du rapport de présentation, il ressort que la publicité numérique est interdite sur l'ensemble des cinq zones (avec une nuance en zone 2, en ce sens que cette forme de publicité lumineuse existe déjà mais est à ce jour quasi absente du territoire). Dès lors et conformément à la jurisprudence (CAA Nancy, 25 juillet 2014, n°13NC02131), un juge pourrait considérer comme illégale cette forme d'interdiction générale et absolue sans que soient établies, au demeurant, des considérations de protection de l'environnement et du cadre de vie particulières (les termes employés dans le rapport de présentation étant trop "généralistes")

Par contre, si un RLP n'interdit pas totalement la publicité numérique, mais l'interdit de manière stricte dans certains secteurs, le juge estime qu'il n'y a pas d'erreur manifeste d'appréciation (voir, en ce sens, CAA Nancy, 23 juillet 2019, n°18NC01740).

Il est donc souhaitable de revoir le règlement de la zone 2 relative aux secteurs d'activités économiques et commerciales (donc la plus appropriée à recevoir ce genre de dispositifs) afin que cette dernière puisse recevoir de la publicité numérique avec des prescriptions clairement énoncées. A défaut, le RPLI de la CAGS risque d'être entaché d'irrégularité.

REMARQUES SUR LE REGLEMENT

Page n°6 : Avertissement

La loi du 29 décembre 1979 a été abrogée et remplacée par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Loi ENE). Il conviendra de rectifier ce paragraphe

Page n°8 : ART DG2 (*Anticipation de la réglementation d'une zone en vue d'une potentielle urbanisation*) :

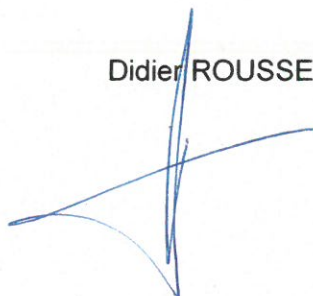
Dans la mesure où l'article L.581-14 du Code de l'Environnement indique notamment que sous réserve des dispositions des articles L. 581-4, L. 581-8 et L. 581-13, le règlement local de publicité définit une ou plusieurs zones où s'applique une réglementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national, il ne paraît pas concevable qu'un RLPi soit plus permissif en prévoyant la possible implantation de publicités sur des zones non encore urbanisées (mais en devenir), puisque le règlement national ne le prévoit pas lui-même. De ce fait, le RLPi devra faire l'objet de modifications au fur et à mesure de l'évolution des zones (urbanisation) prévues dans le PLUi.

Ce paragraphe doit être retiré.

Avis favorable sous réserves de prise en compte intégrale des éléments pré-cités

Pour le préfet et par délégation,
le directeur départemental des territoires,

Didier ROUSSEL

A blue ink signature, appearing to be 'Didier ROUSSEL', is written over the printed name.